

12 septembre 2006

Élections sans électoralisme



Deux tâches prioritaires s'imposent à Québec solidaire (QS) cet automne : être prêt pour les élections et se doter d'une plate-forme électorale, la première tâche incluant la deuxième. Pour y arriver, nous sommes confrontés à deux méthodes :

- procéder selon le principe de la démocratie participative telle que prônée par la déclaration de principe de QS ou bien procéder selon le principe de la bureaucratie verticaliste tel que stipulé par les statuts régionaux et locaux proposés par la coordination nationale et tel que mis en pratique par la commission politique pour le processus de plate-forme ;
- s'organiser régionalement sur la base prioritairement d'associations régionales complétées par des comités d'intervention liés aux luttes sociales (syndicats, associations populaires, de femmes, étudiantes,...) ou bien s'organiser prioritairement par associations de comités qui se coordonnent volontairement entre elles.

Un parti de gauche, de la rue et des urnes, qui veut « faire de la politique autrement » doit s'organiser régionalement selon le principe de la démocratie participative.

Direction collective ou dictature du candidat ou de la candidate ?

Si la déclaration de principe de Québec solidaire souligne la nécessité de la démocratie participative — le congrès de fondation a même mis sur pied un comité sur le sujet — la proposition de la coordination nationale pour les statuts régionaux et locaux met plutôt de l'avant un mode d'organisation électorale très verticaliste (chapitre 7 et 6/7 respectivement). En cas d'élection, le seul rôle des structures normales (assemblée et coordination) est la tenue de l'assemblée d'investiture. Ensuite, le ou la candidatE élue "*met sur pied son comité de campagne*" (article 7.1.13 et 6.14) sous réserve de la nomination de "*deux membres désignéEs par le comité de coordination régionale dont un ou une membre désignée en son sein.*" (article 7.2.2 et 7.2) puis ce comité de campagne "*établit sa plate-forme et le plan général de la campagne*" (article 7.2.3 et 7.3). En un mot, la direction de la campagne n'appartient qu'au seul candidat ou qu'à la seule candidate à peu de chose près.

Comme les statuts nationaux (article 5.4.1) et régionaux/locaux prévoient un mode de choix traditionnel par circonscription électorale pour la candidature, il n'y a aucune obligation statutaire de fonctionnement régional alors que dans les régions urbaines grandes et moyennes le terrain des organisations et des luttes sociales est avant tout régional et sous-régional (Montréal et Québec) pour ne pas parler de la réalité socio-économique, administrative et médiatique. Toute coordination au niveau régional est donc volontaire même si elle n'est pas seulement indispensable mais même prioritaire. En effet, un parti de gauche cherche avant tout à intégrer sa campagne électorale, tout comme l'ensemble de ses activités, par rapport aux luttes sociales de l'heure. Par exemple, la conjoncture de l'été 2006 rendait incontournable la lutte contre la guerre et contre la dépendance du pétrole. De plus qui pourra coordonner le rapport hommes-femmes dans le nombre de candidatures en l'absence de structure régionale soucieuse de rechercher une présence féminine accrue ?

Tout compte fait, la division du travail proposée de type électoraliste entre le national et les comités de campagne des candidats et candidates, escamotant le niveau régional, cristallise la division entre le sommet qui fait de la politique et la base qui fait le travail de terrain d'où la réduction de celle-ci au travail de recrutement et de financement auquel s'ajoute la distribution de dépliants et autre littérature durant les campagnes électorales.

Pour un parti de la rue et des urnes, fonctionner sur la base de la démocratie participative signifierait que la direction de la campagne revienne à l'assemblée régionale qui serait responsable de voter une plate-forme régionale et un plan de campagne sur la base desquels serait élu un comité de campagne. Ce cadre étant établi, il reviendrait aux associations de comté d'élire les candidats et candidates qui, bien sûr, seraient d'office membres du comité de campagne régional lequel aurait priorité statutaire sur les comités de campagne de circonscriptions.

De plus, durant la campagne électorale, l'assemblée régionale pourrait se réunir à chaque semaine pour discuter et approuver les propositions du comité de campagne et, bien sûr, pour se diviser les tâches. Ce mode de fonctionnement permettrait non seulement la mise en pratique de la démocratie participative mais aussi la pleine intégration des comités sectoriels régionaux (femmes, campus, syndicaux, etc.), interfaces du parti avec les organisations sociales et leurs luttes, éléments essentiels d'un parti de la rue.

Verticalisme ou démocratie participative ?

Le cœur d'une campagne électorale consiste à proposer sa plate-forme électorale nationale/régionale/locale par une équipe crédible, en particulier en ce qui a trait aux candidatEs, sur la base de la critique des bilans et plate-forme des partis néolibéraux en particulier du PQ. Par crédible, on n'entend pas des vedettes médiatiques dont le statut dépend de leur accès aux monopoles médiatiques, accès toujours politiquement dosé. Ce type de vedettariat est d'autant plus dangereux que la gauche québécoise ne possède pas de médias de masse, même pas de quotidien Internet, encore moins sur papier. Crédibilité s'entend par rapport à la plate-forme et l'insertion présente et passée dans les luttes sociales.

Selon le principe de la démocratie participative, la plate-forme devrait être construite de bas en haut comme ce fut le cas lors de la fondation de l'UFP en 2002 : à partir de critères très larges venant de la direction et toujours contestables, les instances de base font leurs propositions qui sont synthétisées par la direction tout en n'effaçant pas les divergences avant d'être soumises à la base qui a la décision finale au congrès.

Même le parti Libéral procède de cette façon avec un processus, il est vrai, purement consultatif :

« De son côté, le Parti libéral du Québec lancera la fin de semaine prochaine une série de 16 colloques régionaux pour prendre le pouls de ses membres. Cet exercice doit permettre de faire ressortir les priorités des troupes en vue de l'élaboration de la plate-forme électorale, dont l'adoption est prévue lors du congrès de mars 2007. » (Le Devoir, 2 et 3 septembre 2006, page B1)

Le processus de plate-forme de QS est verticaliste, du haut vers le bas et étroitement contrôlé par la coordination qui a nommé les responsables clefs quitte à seulement les faire ratifier par le Conseil national. C'est une course à obstacle comportant un grand nombre de filtres avant que la base puisse s'emparer du débat : comités de volontaires, commission politique, coordination nationale, instances régionales et locales et enfin conseil national. Les instances régionales et locales ne pourront intervenir officiellement qu'une fois que tout sera cuit et seulement à peine plus d'un mois avant le congrès décisionnel de novembre.

Étant donné que ce processus ultra-verticaliste est maintenant incontournable, les instances régionales et locales pourraient au moins élaborer leurs propres propositions sans attendre la mi-octobre. Par exemple, les coordinations régionales et locales pourraient inviter leurs membres dès maintenant à soumettre des propositions qui seraient envoyées à l'ensemble des membres pour discussion lors des prochaines assemblées régionales ou locales puis transmises sans délai à la direction nationale. De même, en parallèle, il serait possible de construire une plate-forme régionale ou locale.

Une base seulement de travailleurs et travailleuses d'élection ?

Cette démarche critique envers la direction est d'autant plus nécessaire que celle-ci n'a pas craint de faire connaître le peu de considération qu'elle a de sa propre base. En effet, le document de consultation de la direction à propos du processus de la plate-forme, pour ne pas avoir recours à un processus de démocratie participative évoque d'abord l'éternelle excuse du manque de temps que la direction a elle-même dilapidé en n'organisant pas le processus dès le congrès de fondation en février dernier. Cependant, le temps serait encore suffisant s'il n'y avait pas d'élections automnales ce qui est probable étant donné les piètres résultats des Libéraux à l'élection partielle dans Taillon, ce que confirment les derniers sondages. Autrement, un plan B expéditif pourrait être mis en branle. De plus la procédure suggérée est de choisir les candidats et candidates avant d'adopter une plate-forme, ce qui montre la priorité donnée à l'image sur le contenu.

Comme la direction sent la vulnérabilité de cette seule excuse du manque de temps, elle invoque l'immaturation politique de la base qu'elle réduit à des travailleurs et travailleuses d'élection :

« ...il est socialement beaucoup plus gratifiant de se mobiliser pour discuter de grandes idées, que de travailler modestement à construire une association locale bien structurée et bien financée. »

Elle suggère même que la base du parti serait incapable de formuler des « *propositions politiques claires, documentées, réalisables, chiffrées et crédibles.* » Cependant, la vraie raison est peut-être que la direction croit qu'il faut une plate-forme « *en termes de projet gouvernemental immédiatement réalisable dans le cadre actuel c'est-à-dire provincial et néolibéral [...] durant les 1000 premiers jours d'un gouvernement solidaire.* » Car pour la direction, il faut « *[g]érer ? Oui. Il faut déjà commencer à entrouvrir cette porte en faisant notre petite révolution.* » N'a-t-on pas plutôt voulu dire contre-révolution ?

Il est en effet fort possible que la base de QS ne veuille pas suivre la direction sur la voie de la capitulation au néolibéralisme et au fédéralisme comme l'ont peut-être démontré les fortes résistances du dernier Conseil national de mai 2006 aux résolutions de la direction sur les priorités de la prochaine période. En effet, le Conseil national a refusé que la priorité de la prochaine période soit seulement les élections, choisissant que ce soit aussi la rue. Toutefois, comme la préparation des élections et de la plate-forme électorale pour ce printemps (ou cet automne) sont incontournables et ne peuvent faire autrement que d'absorber l'essentiel de l'énergie du parti, il y a contradiction. Celle-ci ne signifie-t-elle pas qu'il faille préparer les élections et construire la plate-forme sans électoralisme c'est-à-dire selon les principes de la démocratie participative et du parti de la rue ?

Marc Bonhomme
Armande Duval
Mohamed-Ali Khreis
Jacqueline Loiselle
Colette Provost